

Epître à une dame élue

Madame,

Loin de moi l'idée de répondre à votre courriel du 14 février 2012 qui était lui-même une réponse à une lettre que j'avais écrite à votre association à propos d'un passage d'un de vos communiqués qui contenait **cette affirmation démagogique « L'entreprise au lieu de l'école pour des centaines de milliers de jeunes »**.

Ce passage incriminé par le SNCA e.i.L. Convergence fait l'objet d'une explication attentive dans **un dossier « Apprentissage »** qui paraîtra prochainement sur notre site.

Toutefois votre courriel est un tel exemple de confusion et d'approximation qu'il est possible de dire qu'il ne fourmille pas d'erreurs mais de mensonges.

Et je le dis tout net : **heureusement que le SNCA e.i.L. Convergence est en désaccord avec vous ! Car le contraire signifierait qu'il s'est fourvoyé dans la contre vérité autant que vous !**

Alors que, dans mon courrier, il est question de « **d'enseignement professionnel** », cette expression précise quant à son contenu pédagogique et sa définition légale n'apparaît pas dans vos textes, qui prétendent se soucier des élèves, ni dans le communiqué, ni dans votre courriel, où il est question de « *formation professionnelle* » qui inclut, certes, l'**enseignement professionnel** mais le déborde largement, et d'« *Education professionnelle* », ce qui, à ma connaissance, n'existe pas ; en tout cas, **pas dans l'Ecole de la République**.

Ce qui prête à rire à la lecture de votre démagogique slogan, c'est la suffisance dont vos rédacteurs font preuve tout en étalant leur ignorance du sujet, en s'en drapant en quelque sorte, qui vaut bien la vôtre quand vous écrivez « *il ne prête nullement à rire que l'Education nationale soit départie du pan essentiel qu'est la formation professionnelle* ». Encore une fois **l'Education Nationale n'a pas reçu en partage la formation professionnelle qui relève des régions**, mais bien l'**enseignement professionnel**, une des trois branches de la formation initiale qui, toujours à ma connaissance, ne relèvent, aucune d'entre elles, de l'Education « régionale ».

Oui ! Nous pouvons rire plutôt que pleurer de cette insistante bêtise à faire passer les vessies pour des lanternes. Pour leurrer qui ? Vos électeurs, Madame ?

Pour en rester à la formation professionnelle, rassurez vous ! Vous n'aurez pas à la « *sous-traiter* » ; elle l'est déjà, depuis pas mal d'années, aux régions dont la gauche s'enorgueillit de les diriger presque toutes. Et d'ajouter, perle dans l'auge à cochon, qu'il ne vous « *viendrait pas ... à l'esprit ... de croire à l'efficacité des partenariats public-privé* » L'Ecole publique, y compris les LP, y compris les CFA, n'a jamais fait l'objet d'aucun PPP. Et si vous pensez à l'école de la seconde chance, rassurez-vous, le P de public n'y est jamais : les officines privées, en accord avec des élus locaux de diverses obédiences, s'engraissent aux dépens du contribuable sans que jamais l'Education Nationale soit priée d'y mettre son nez. Fillon s'était engagé à autre chose ; il n'a pas tenu promesse ; c'est très bien comme cela. **Ainsi l'Education Nationale n'aura pas donné la main à cette piteuse escroquerie.**

Mais, peut-être, pensez vous à la non efficacité d'autres PPP ... le pont de Millau, le canal Rhin-Rhône, **le ramassage des ordures à Paris** ? A ce propos le P de privé ne concerne pas le ramassage des ordures dans le XVIème arrondissement : seulement le P de public ou de municipalité de Paris. Et **le ramassage est si bien fait que la voirie du XVIème est un exemple d'hygiène urbaine**. Mais le P de privé règne en maître sur le ramassage des ordures dans le XIXème. Et là, c'est vraiment dégueulasse ! Je veux dire cracra ... Au fait dans l'établissement de ce PPP des ordures et de la carte de répartition des différents P, cela dut être épique. Malheureusement, je n'ai pas assisté à la séance de ce conseil municipal où tout cela fut débattu avec tant d'efficacité, retenue loin de Paris que j'étais.

Pour en revenir aux régions qui sont en charge de « *la formation professionnelle* », soyez assurée qu'elles n'ont pas attendu les propositions de Sarkozy pour la « *déléguer* » aux entreprises. Il est vrai que les « *libéraux* » n'ont pas tous leurs œufs dans le même panier : il y en a même qui sont Présidents de Région ! Oui, je vous assure !

Seconde perle dans l'auge à cochon, c'est votre petit couplet sur la visite que vous fîtes récemment dans « *un centre de formation automobile* » ; comme ce « *centre de formation automobile* » est mentionné juste après votre remarque dégoûtée concernant les « *centres d'apprentissage d'entreprise* », il est inévitable que votre lectrice, moi en l'occurrence, pense que le premier cité et le second visité sont de même nature. Eh bien ! Pas du tout ! Renseignements pris auprès de la commission ouvrière AAPLP du SNCA e.i.L. Convergence, il appert que les « *centres d'apprentissage d'entreprise* » ont pratiquement tous disparu. C'était le bon vieux temps, l'entre-deux guerres que même moi je n'ai pas connu.

Ce que vous visitâtes, Madame, était, est un CFA, Centre de Formation par l'Apprentissage. Je remarque, en passant, que si vous parlez d'apprentis dans votre courriel et dans votre communiqué, **à aucun moment le mot « apprentissage » n'est utilisé.** Lorsque le SNCA e.i.L. Convergence aura peaufiné son **dossier « Apprentissage »**, il vous en fera tenir un exemplaire en hommage et pour votre information.

Un CFA est un établissement où, sous la houlette de **professeurs habilités par l'Education Nationale, appliquant les programmes définis par l'Education Nationale, payés par les patrons au tarif établi par l'Education Nationale et spécialisés dans une branche précise de formation par l'apprentissage** (d'apprendre : ce qui s'apprend, ce qui se prend pour être fait sien, par les mots, par les gestes – le SNCA e.i.L. Convergence espère qu'un jour prochain la pédagogie du geste aura toute sa place dans l'Ecole de la République), **des jeunes gens et des jeunes filles s'initient aux gestes du métier** qu'ils ont choisi. Visitant, sans le savoir, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose, un CFA de futurs mécanos, il était normal et judicieux que vous y vissiez « *les meilleurs de nos apprentis* » y désossant, sous vos yeux, des bagnoles plutôt que des lave-linge. Or, pour désosser une bagnole, il faut en avoir une. Et dans le cas qui nous occupe, il en faut même plusieurs, voire beaucoup ! Le contribuable pourrait mettre la main à la poche et faire acheter pour la formation de ces jeunes gens quelques belles américaines, de racées italiennes, des allemandes costaudes... Pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple ? Les constructeurs français sont invités à **fournir le matériel aux apprentis qui demain seront les réparateurs de leurs produits**, les voitures roulant en France. S'ils veulent une clientèle future, ils doivent contribuer à former ceux qui l'assisteront quand il y aura une panne, qu'il faudra faire la vidange, refaire une aile, etc. Donnant, donnant ou ni, ni ? Pour une fois que les patrons payent, il est ridicule de faire la fine bouche !

Il est vrai qu'avant de mettre sous le tourne-vis et la clef à molette de ces futurs mécanos des voitures françaises, il aurait peut être fallu faire sauter les lions, les chevrons les losanges qui en identifient la marque. De fil en aiguille, il serait même possible de caviarder les noms d'auteurs et d'éditeurs sur tous les livres entrant dans les CDI des collèges et lycées de France. Quel boulot ! Faire sauter les chevrons et caviarder les bouquins ! Dans ce dernier cas, il y aurait encore plus de boulot à trouver le livre dont les élèves ont besoin ... La « neutralité », quel cauchemar ! Et la sottise ?

Avant de clore cette épître, qui ne vous est pas directement adressée, permettez-moi, Madame la Conseillère Municipale, d'évoquer la personne d'un candidat à la prochaine présidentielle. Il y a déjà quelques années, il était en charge d'un portefeuille ministériel qui avait quelque rapport avec l'enseignement professionnel que, je le déplore, vous ignorez complètement. Il disait, et le témoin de ce qu'il disait est le secrétaire national de la commission ouvrière AAPLP du SNCA e.i.L. Convergence, que pour former les jeunes passant par l'enseignement professionnel, il faut de l'argent, beaucoup d'argent (c'est pour

cela que SARKOZY tente de réduire cet enseignement, non pas en développant l'apprentissage, mais **en réduisant le temps de formation initiale en lycée professionnel de 4 à 3 ans** : ce dont évidemment vous n'avez nullement conscience, et qui est pourtant le vrai scandale). Il ajoutait qu'**il fallait le prendre là où il était, et en abondance : dans la poche des patrons !**

C'est au moins un point d'accord que le SNCA e.i.L. Convergence a avec ce candidat.

Le SNCA e.i.L. Convergence revendique pour l'**enseignement professionnel**, ses élèves et ses professeurs, le respect, la dignité, l'efficacité que la Nation exige pour toutes les voies de formation initiale de ses enfants. Et, pour cette voie là, particulièrement, **il veut beaucoup plus d'argent ; et qu'il soit pris là où il est, dans la poche des patrons**. C'est bien le moins, puisque **c'est l'Education nationale qui forment « les meilleurs de nos apprentis », les meilleurs ouvriers de demain.**

Votre communiqué reste risible par son côté catastrophiste autant qu'irréaliste et excessif même si sa démagogie fait grincer des dents !

Votre courriel lui n'est pas risible, il est consternant

1/ parce que la confusion pédante l'anime de bout en bout. Or, la confusion est l'ennemie de la démocratie ;

2/ parce que l'opportunisme est sous jacent à votre panégyrique en faveur de l'**enseignement pro public** dont, en fait, vous ignorez le B A BA ;

3/ parce que vouloir construire la République sociale sur des *a priori* mensongers est une imposture.

Ceterum, censeo capitalismum esse delendum.

Françoise Roche